

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 1^{ER} SEMESTRE 2008

1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

- **Chiffre d'affaires en hausse de 4,8 % à 1 067,6 millions d'euros et croissance interne de 9,5 %**
- **Marge opérationnelle en baisse de 0,9 % à 277,5 millions d'euros**
- **Résultat d'exploitation en baisse de 5,3 % à 165,3 millions d'euros**
- **Résultat net part du Groupe en baisse de 11,6 % à 100,9 millions d'euros**
- **Prévision de croissance interne du chiffre d'affaires 2008 maintenue entre 6 et 7 %**

Le chiffre d'affaires du Groupe pour le premier semestre s'élève à 1 067,6 millions d'euros, en hausse de 4,8 % par rapport au premier semestre 2007. A périmètre et taux de change constants, la croissance du chiffre d'affaires est de 9,5 %, ce qui reflète un second trimestre solide. La croissance interne du chiffre d'affaires publicitaire, hors ventes, locations de matériel et contrats d'entretien, est de 8,2 % sur la période.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 585,4 millions d'euros, en hausse de 7,2 % par rapport au deuxième trimestre 2007 (+11,8 % en croissance interne). Cette hausse s'explique par l'amélioration des performances des trois divisions du Groupe et notamment par la très forte progression du Transport dont la croissance interne s'est maintenue à des niveaux élevés, ainsi que par la croissance du Mobilier Urbain. La croissance interne du chiffre d'affaires publicitaire s'élève à 10,7 % sur la période.

Le Groupe a bénéficié de la diversité géographique de ses implantations et notamment de son exposition accrue aux marchés émergents. A l'exception du Royaume-Uni, toutes les régions ont produit une croissance interne du chiffre d'affaires solide au cours du premier semestre, avec une performance particulièrement élevée pour l'Amérique du Nord, l'Asie-Pacifique et le Reste du Monde qui ont enregistré une croissance à deux chiffres. La France et le Reste de l'Europe ont également affiché une croissance solide de leur chiffre d'affaires.

La croissance interne du chiffre d'affaires a été supérieure à celle du chiffre d'affaires publié, principalement à cause des effets de change significativement négatifs (dollar américain, dollar de Hong Kong, livre sterling, yen chinois plus faibles face à l'euro par rapport à la même période l'année dernière).

La marge opérationnelle est en baisse de 0,9 % à 277,5 millions d'euros (premier semestre 2007 : 280,0 millions d'euros), et représente 26,0 % du chiffre d'affaires consolidé, soit une diminution de 150 points de base par rapport au premier semestre 2007 (27,5 %). Cette baisse reflète la diminution de la marge opérationnelle du Mobilier Urbain et de l'Affichage en pourcentage du chiffre d'affaires et une croissance importante de la marge opérationnelle du Transport. La marge opérationnelle a également été affectée par un effet de change négatif de 5,8 millions d'euros.

Au niveau du résultat d'exploitation, une période fructueuse de renouvellement de contrats et de nouveaux contrats a entraîné une hausse des amortissements liée aux dépenses d'investissements ainsi qu'une hausse de la consommation de pièces détachées pour le déploiement des vélos en libre service à Paris.

A l'occasion de la publication des résultats du premier semestre 2008, Jean-Charles Decaux, Président du Directoire et Codirecteur Général, a déclaré :

“JCDecaux continue à délivrer une croissance du chiffre d'affaires solide malgré des conditions de marché difficiles. La majorité des pays européens ont enregistré une croissance importante de leur chiffre d'affaires tandis que l'Asie-Pacifique, l'Amérique du Nord et le Reste du Monde présentent une croissance à deux chiffres de leur chiffre d'affaires. Toutes nos divisions ont publié une croissance interne du chiffre d'affaires, reflétant aussi bien la qualité de nos actifs publicitaires, et la force de nos équipes que notre exposition accrue aux marchés émergents.

La marge opérationnelle est affectée par la baisse attendue de la marge du Mobilier Urbain due à un niveau record dans le cycle de renouvellement de contrats, par la faiblesse du marché de l'Affichage et par les variations négatives des taux de change, toutes ces variations n'étant pas totalement compensées par l'augmentation de la rentabilité du Transport.

La détérioration actuelle des conditions macroéconomiques affectera probablement notre taux de croissance au cours du second semestre mais nous continuons à attendre une croissance organique 2008 dans la fourchette précédemment annoncée de 6 à 7 %, ce qui engendrera une augmentation de la marge opérationnelle en valeur absolue pour l'année.

1.1. RESULTATS FINANCIERS SEMESTRIELS

1.1.1. CHIFFRE D'AFFAIRES PUBLIÉ

	2008 (m€)			2007 (m€)			Change 08/07 (%)		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	238,6	287,9	526,5	239,0	271,3	510,3	-0,2	6,1	3,2
Transport	134,7	164,8	299,5	120,6	145,9	266,5	11,7	13,0	12,4
Affichage	108,9	132,7	241,6	113,5	128,7	242,2	-4,1	3,1	-0,2
Total	482,2	585,4	1 067,6	473,1	545,9	1 019,0	1,9	7,2	4,8

Croissance Interne ^(a)

	Evolution 08/07 (%)		
	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	2,7	9,3	6,2
Transport	23,2	21,8	22,5
Affichage	-1,5	5,9	2,4
Total	6,9	11,8	9,5

Chiffre d'affaires par zone géographique :

	S1 2008 (m€)	S1 2007 (m€)	Croissance publiée (%)	Croissance interne ^(a) (%)
Reste de l'Europe	400,1	379,0	5,6	7,4
France	307,3	288,7	6,4	6,4
Asie-Pacifique	152,2	130,8	16,4	26,9
Royaume-Uni	123,0	146,2	-15,9	-3,3
Amérique du Nord	71,0	66,4	6,9	21,5
Reste du Monde	14,0	7,9	77,2	74,6
Total Groupe	1 067,6	1 019,0	4,8	9,5

(a) A périmètre et taux de change constants

Mobilier Urbain:

Au cours du deuxième trimestre, le chiffre d'affaires a progressé de 6,1 % et s'établit à 287,9 millions d'euros (+9,3 % en croissance interne) par rapport au deuxième trimestre 2007. La croissance interne du chiffre d'affaires publicitaire s'élève à 9,0 %.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2008 a progressé de 3,2 % et s'établit à 526,5 millions d'euros contre 510,3 millions d'euros au premier semestre 2007. A périmètre et taux de change constants, la croissance interne atteint 6,2 % et le chiffre d'affaires publicitaire, hors ventes, location de matériel et contrat d'entretien, est en hausse de 5,4 %.

La croissance du deuxième trimestre a été solide en France tandis qu'au Royaume-Uni les conditions de marché se sont légèrement améliorées au deuxième trimestre mais pas suffisamment pour rétablir un taux de croissance organique positif étant donné un référentiel 2007 très élevé.

Le Reste de l'Europe publie une croissance interne du chiffre d'affaires satisfaisante au cours du premier semestre, la Scandinavie ainsi que l'Europe Centrale et de l'Est atteignant une croissance interne du chiffre d'affaires à deux chiffres.

L'Amérique du Nord, l'Asie-Pacifique et le Reste du Monde continuent également à afficher une croissance interne du chiffre d'affaires à deux chiffres.

Transport:

Au cours du deuxième trimestre, le chiffre d'affaires a progressé de 13,0 % et s'établit à 164,8 millions d'euros (+21,8 % en croissance interne).

Au cours du premier semestre, le chiffre d'affaires a progressé de 12,4 % et s'établit à 299,5 millions d'euros contre 266,5 millions d'euros au premier semestre 2007. A périmètre et taux de change constants, la croissance interne s'élève à 22,5 %.

Au cours du deuxième trimestre, des taux de croissance interne du chiffre d'affaires élevés ont été enregistrés dans tous les principaux marchés de transport du Groupe, l'Asie-Pacifique et l'Amérique du Nord délivrant une importante croissance à deux chiffres tandis que celle-ci a été solide en France, au Royaume-Uni et dans le Reste de l'Europe.

En Chine, l'augmentation des fréquentations des infrastructures de transport ainsi qu'un environnement publicitaire solide, porté en partie par les Jeux Olympiques, ont contribué à générer une hausse significative du chiffre d'affaires, tandis que l'Amérique du Nord a bénéficié d'une demande forte pour la publicité dans les aéroports et du nouveau contrat avec l'aéroport de Los Angeles.

Affichage :

Au cours du deuxième trimestre, le chiffre d'affaires a progressé de 3,1 % et s'établit à 132,7 millions d'euros (+5,9 % en croissance interne).

Le chiffre d'affaires pour le premier semestre est en baisse de 0,2 % et s'établit à 241,6 millions d'euros contre 242,2 millions d'euros au premier semestre 2007. A périmètre et taux de change constants, la croissance interne du chiffre d'affaires s'élève à 2,4 %.

En France, la croissance du chiffre d'affaires a été solide au cours du deuxième trimestre particulièrement grâce à un référentiel 2007 plus favorable tandis qu'au Royaume-Uni, la baisse du chiffre d'affaires du premier trimestre a été partiellement compensée au deuxième trimestre par une meilleure performance de notre réseau premium et par le lancement d'une nouvelle offre digitale.

L'Europe de l'Est continue à afficher une forte croissance interne tandis que l'Autriche a atteint une croissance à deux chiffres grâce à l'Euro 2008. L'Europe du Sud enregistre une croissance interne négative au cours du deuxième trimestre, consécutive à un durcissement des conditions du marché.

1.1.2. MARGE OPERATIONNELLE ⁽¹⁾

	2008		2007		Evolution 08/07	
	S1 (m€)	%	S1 (m€)	%	Valeur (%)	Taux de Marge (pb)
Mobilier Urbain	201,5	38,3	210,7	41,3	(4,4)	(300)
Transport	38,3	12,8	25,9	9,7	47,9	310
Affichage	37,7	15,6	43,4	17,9	(13,1)	(230)
Total	277,5	26,0	280,0	27,5	(0,9)	(150)

Mobilier Urbain :

Au premier semestre, la marge opérationnelle est en baisse de 4,4 % et s'établit à 201,5 millions d'euros. La marge opérationnelle en pourcentage du chiffre d'affaires s'établit à 38,3 % soit une diminution de 300 points de base par rapport au niveau de 41,3 % enregistré au premier semestre 2007 et une diminution de 70 points de base par rapport à celui de 39,0 % de l'année fiscale 2007.

En France, le taux de marge opérationnelle est en baisse à la suite du cycle actuel de renouvellement de contrats, où les marges sont affectées par des coûts de développement et des dépenses opérationnelles supplémentaires. L'étendue sans précédent de Vélib', le contrat de vélos en libre service de Paris, a eu un impact sur la marge opérationnelle à la suite de dépenses opérationnelles supérieures à nos prévisions. Le déploiement réussi des projets Cyclocity a été une partie intégrante de nombreux gains de nouveaux contrats, et le Groupe continuera à chercher des solutions pour développer cette dernière innovation dans l'univers du Mobilier Urbain.

Au Royaume-Uni, les conditions de marché difficiles sur la première partie de l'année ont entraîné une baisse de la marge opérationnelle.

Grâce à des taux de croissance interne du chiffre d'affaires importants, une hausse à deux chiffres de la marge opérationnelle a été enregistrée dans de nombreux marchés européens dont la Belgique, les Pays-Bas et la Scandinavie. L'Allemagne et l'Espagne affichent une baisse de leur marge opérationnelle.

Transport:

La croissance de la marge opérationnelle s'élève à 47,9 % et s'établit à 38,3 millions d'euros au premier semestre. La marge opérationnelle en pourcentage du chiffre d'affaires est de 12,8 % contre 9,7 % au premier semestre 2007, soit une hausse de 310 points de base.

La marge opérationnelle a progressé fortement au premier semestre au sein de tous les marchés du Groupe grâce à la croissance importante du chiffre d'affaires notamment en Chine, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, où la croissance de la marge opérationnelle a été à deux chiffres.

Affichage :

La marge opérationnelle est en baisse de 13,1 % et s'établit à 37,7 millions d'euros au premier semestre.

La marge opérationnelle en pourcentage du chiffre d'affaires est de 15,6 % contre 17,9 % au premier semestre 2007, soit une baisse de 230 points de base.

Un levier opérationnel négatif a entraîné une baisse de la marge opérationnelle au Royaume-Uni, en Espagne et en Irlande, tandis que l'Autriche, la Belgique et l'Europe de l'Est ont affiché un taux de croissance à deux chiffres de leur marge opérationnelle.

1.1.3. RESULTAT D'EXPLOITATION ⁽²⁾

Le résultat d'exploitation a diminué de 5,3 % et s'établit à 165,3 millions d'euros, en dessous des 174,5 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2007⁽³⁾. La marge du résultat d'exploitation du Groupe ressort à 15,5 % du chiffre d'affaires consolidé, par rapport à 17,1 % au premier semestre 2007. La baisse du résultat d'exploitation reflète la baisse de la marge opérationnelle ainsi que l'augmentation des amortissements consécutive aux dépenses d'investissements des contrats renouvelés et des nouveaux contrats ainsi que le coût des consommations de pièces détachées relatives au système de vélos de Paris.

1.1.4. RESULTAT FINANCIER

Après retraitement de l'impact du put Gewista dont la date d'exercice a été reportée jusqu'en 2019, le résultat financier ressort à -22,1 millions d'euros à comparer à -18,8 millions d'euros pour le premier semestre 2007, ce qui reflète principalement l'augmentation de la dette financière et des taux d'intérêt.

1.1.5. RESULTAT NET PART DU GROUPE

Le résultat net part du groupe est en baisse de 11,6 % et s'établit à 100,9 millions d'euros, contre 114,1 millions d'euros au premier semestre 2007. Cette variation reflète la baisse du résultat d'exploitation ainsi que la baisse de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence.

1.1.6. INVESTISSEMENTS

Le Groupe a réalisé des investissements nets (acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions) à hauteur de 161,5 millions d'euros, contre 138,4 millions d'euros au premier semestre 2007. Cette variation correspond principalement au niveau record du cycle de renouvellement en France ainsi qu'aux gains significatifs de nouveaux contrats.

Les investissements nets incluent également le paiement de la deuxième tranche (37,0 millions d'euros) des 76,0 millions d'euros dus au titre du contrat du métro de Shanghai. La première tranche (39,0 millions d'euros) avait été payée au premier semestre 2007.

1.1.7. CASH FLOW DISPONIBLE ⁽⁴⁾

Au premier semestre 2008, le cash flow disponible est en baisse à 10,3 millions d'euros contre 16,5 millions au premier semestre de l'année dernière, reflétant la hausse des dépenses d'investissements non compensée par l'augmentation du flux net des activités opérationnelles liée principalement à une diminution de la variation du besoin en fonds de roulement.

1.1.8. DETTE NETTE ⁽⁵⁾

La dette nette a progressé de 116,5 millions d'euros au 30 juin 2008 et s'établit à 836,4 millions d'euros contre 719,9 millions d'euros au 31 décembre 2007.

- (1) **Marge opérationnelle** = Chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation (hors pièces détachées de maintenance) et des coûts commerciaux, généraux et administratifs
- (2) **Résultat d'exploitation** = Marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des écarts d'acquisition, des pièces détachées de maintenance et des autres charges et produits opérationnels
- (3) Les comptes consolidés au 30 juin 2007, tels que publiés en 2007, ont été retraités du reclassement des plus ou moins-values de cessions des titres de sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale et de l'intégration proportionnelle. Antérieurement enregistrées en résultat financier, ces plus ou moins-values sont désormais comptabilisées dans le résultat d'exploitation sur la ligne « Autres charges et produits opérationnels ». L'impact sur le résultat d'exploitation au 30 juin 2007 est de -1,2 million d'euros.
- (4) **Cash flow disponible** = Cash flow net des activités opérationnelles diminué des acquisitions des immobilisations corporelles et incorporelles nettes des cessions
- (5) **Dette nette** = Dette nette de trésorerie incluant les impacts non cash IAS 39 (sur la dette et les instruments financiers) et excluant les impacts non-cash IAS 32 (dettes sur engagements de rachat de minoritaires)

1.2. 1ER SEMESTRE 2008 : FAITS MARQUANTS

1.2.1. PRINCIPAUX CONTRATS REMPORTÉS

Europe

France

- En janvier, le Port Autonome de Paris, à la suite d'un appel d'offres, a reconduit Avenir, filiale du groupe JCDecaux, pour la gestion de 200 faces publicitaires dans Paris et sa couronne pour une durée de 5 ans. Avec près de 130 faces situées à des emplacements stratégiques dans Paris intra-muros, ce contrat vient consolider la position d'Avenir comme premier opérateur en affichage grand format à Paris.
- En février, JCDecaux a lancé Vélam (les vélos en libre-service de la ville d'Amiens) avec 26 stations et 313 vélos mis à disposition. Vélam permettra aux utilisateurs du service de profiter des nombreux aménagements piétonniers et des pistes cyclables de la ville.
- En mars, le Groupement Avenir-JCDecaux a remporté, à la suite d'un appel public à concurrence, le contrat pour la mise à disposition du domaine de RFF hors gare (Lot 2) à des fins publicitaires pour une durée de 8 ans.

La nature et la dimension du Lot 2 de RFF représentent un enjeu commercial majeur du fait des 10 000 faces publicitaires qui le composent dont Avenir exploitait déjà près de 2 300 faces en sous-location.

L'apport de cette nouvelle offre renforce la qualité et l'audience des réseaux urbains du groupe JCDecaux sur l'ensemble du territoire. Ce patrimoine contribue également à conforter la position d'Avenir et de JCDecaux en tant que partenaire privilégié des annonceurs et agences médias pour leurs campagnes de communication extérieure.

- En mars, le Groupement momentané d'entreprises Metrobus-JCDecaux piloté par Metrobus a remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat pour la mise à disposition d'emplacements du domaine public ferroviaire de la SNCF en vue de leur exploitation à des fins publicitaires et de la réalisation d'opérations publicitaires pour une durée de 8 ans.

Ce contrat se répartit entre Metrobus pour 85% et JCDecaux pour 15%, qui exploitera le patrimoine hors gare, soit environ 1 500 faces, implantées majoritairement dans les villes de plus de 100 000 habitants. La proposition du Groupement Metrobus-JCDecaux repose sur l'optimisation du patrimoine de la SNCF par une approche qualitative. Celle-ci s'inscrit dans une démarche de développement durable et implique l'amélioration systématique du patrimoine publicitaire actuel de la SNCF. Pour cela, le design

des mobiliers retenu a été particulièrement soigné, pour une intégration réussie que ce soit en gare ou hors gare.

- En Avril, JCDecaux a signé, à la suite d'un appel d'offres, le contrat de mobilier urbain et de vélos en libre-service de la Communauté d'Agglomération de Plaine Commune (330 000 habitants) pour une durée de 15 ans.

Le contrat porte sur l'installation et l'entretien de 394 abribus publicitaires, 397 MUPIs 2m², 117 seniors 8m² et 29 colonnes d'affichage culturel, ainsi que l'implantation de 50 stations de vélos en libre-service et de 450 vélos. Il représente 1 397 faces publicitaires 2m² et un minimum de 346 faces publicitaires 8m². Les mobiliers installés sont des créations JCDecaux ou ont été conçus par des designers et architectes prestigieux : Sir Norman Foster, Philip Cox ou Jean-Michel Wilmotte.

- JCDecaux a également remporté, dans le cadre d'un appel d'offres, le contrat de mobilier urbain publicitaire de la ville de Toulouse (427 000 habitants), quatrième ville de France et capitale de la région Midi-Pyrénées, pour une durée de 15 ans.

Ce renouvellement de contrat porte sur 630 abribus publicitaires, 20 abribus non publicitaires, 350 Mupi@ mobile 2m², 80 Senior@ 8m² et 20 mobiliers 12 m² ainsi que 20 colonnes représentant 2 100 faces publicitaires 2m², 160 faces publicitaires 8m² et 40 faces publicitaires 12 m². Les mobiliers installés sont les œuvres d'architectes ou de designers renommés comme Sir Norman Foster et Mario Bellini ou des créations JCDecaux.

- En Mai, JCDecaux a signé le contrat de vélos en libre-service de la ville de Nantes, Bicloo. Le système a connu une belle affluence avec plus de 13 545 locations en 7 jours. D'ores et déjà plus de 1 165 abonnements annuels et 5 197 abonnements courte durée ont été souscrits.

Bicloo, c'est 79 stations et 700 vélos mis à disposition dès le 5 mai. La mise en place de ce dispositif permet la création de 14 emplois, portant à 140 le nombre de collaborateurs employés par la Direction Régionale.

- En Juin, JCDecaux a remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat de mobilier urbain publicitaire et de vélos en libre-service de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise (185 000 habitants) pour une durée de 15 ans d'une part, et le mobilier urbain des villes de Cergy, d'Eragny, Jouy le Moutier, Osny, Pontoise et Vauréal pour une durée de 15 ans d'autre part.

Le contrat porte sur l'installation et l'entretien de 301 abribus publicitaires, dont 45 avec dispositifs d'informations voyageurs, 161 MUPIs 2 m², 79 mobiliers 8 m² et 8 mobiliers 12 m², ainsi que l'implantation de 40 stations de vélos en libre-service et de 350 vélos. Ce contrat représente 763 faces publicitaires 2m² et 199 faces publicitaires 8m².

Luxembourg

- En mars, JCDecaux a lancé Vel'OH !, les vélos en libre-service de la ville de Luxembourg. Le système a connu une belle affluence avec plus de 1 000 locations en 5 jours. Vel'OH ! (25 stations et 250 vélos) a été mis à disposition le 21 mars 2008 et permet aux utilisateurs du service de profiter des nombreux aménagements piétonniers et des pistes cyclables de la ville.

Asie-Pacifique

Japon

- En janvier, MCDecaux (société commune de JCDecaux SA et Mitsubishi Corporation, dont JCDecaux détient 60 %), a remporté trois nouveaux contrats.

Ces contrats, d'une durée de 20 ans, concernent les villes de :

- Kawasaki, 9^{ème} ville japonaise avec 1,3 million d'habitants (contrat signé avec un opérateur de bus privé) ;
- Sendai, 12^{ème} ville avec 1 million d'habitants, un des principaux marchés publicitaires nippons (contrat signé avec la municipalité) ;
- Sagami-hara, 19^{ème} ville avec 0,7 million d'habitants (contrat signé avec un opérateur de bus privé).

Avec seize des vingt premières villes japonaises et 30 villes dans le top 50, représentant une audience potentielle de 28,5 millions d'habitants, MCDecaux disposera sous 5 ans d'un potentiel de 3 500 abribus et 7 000 faces publicitaires. Poursuivant son implantation dans le paysage urbain nippon, MCDecaux bénéficie d'un accueil très positif des citoyens et des annonceurs depuis le lancement en 2004 de Cityscape, son réseau d'abribus local.

Chine

- En janvier, JCDecaux Pearl & Dean – filiale de JCDecaux détenue à 100% – a signé un contrat exclusif de 5 ans avec MTR Corporation à Hong Kong pour la mise en place et la gestion de sa communication extérieure dans le métro. Celle-ci comprend les six lignes urbaines du MTR et la ligne Airport Express. Le contrat a été divisé en deux parties, l'une couvrant les produits traditionnels du MTR, l'autre consacrée à ses réseaux d'écrans plasma dont la responsabilité reviendra à une division numérique créée spécialement à cet effet, MTR Plasma TV Networks. Près de 3 400 millions de dollars HK de recettes publicitaires devraient être générés sur les cinq années de contrat.

JCDecaux Pearl & Dean détient le contrat de publicité du MTR depuis la mise en place du métro en 1977. MTR est reconnu comme étant le leader mondial de la communication dans le métro en termes d'innovation et de créativité. Son réseau transporte 2,5 millions de passagers tous les jours et MTR domine le marché de la communication extérieure à Hong Kong.

Amérique du Nord

États-Unis

- En mars, JCDecaux a signé un contrat de concession publicitaire avec l'aéroport international de San Diego. D'une durée de dix ans, ce contrat, qui prend effet le 1^{er} juillet 2008, a fait suite à un appel d'offres. Avec plus de 18 millions de passagers par an, l'aéroport international de San Diego est le deuxième plus grand aéroport de Californie du Sud.

Amérique du Sud

Chili

- En février, JCDecaux a remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat de mobilier urbain de la ville de Santiago (215 000 habitants) pour une durée de 15 ans. Ce contrat comprend le design, l'installation, l'entretien et la commercialisation de 125 abribus publicitaires, 30 MUPIs 2m², 30 MUPIs horloge, 15 Seniors 8m² ainsi que de 125 bornes de propreté et 4 JEI (Journaux électroniques d'information). L'ensemble de ces mobiliers représente 580 faces publicitaires.

1.2.2. PARTENARIATS ET ACQUISITIONS

Aucune acquisition ou partenariat significatif n'a eu lieu sur le semestre.

1.2.3. TRANSACTION AVEC LES PARTIES LIEES

Veillez vous référer à la partie correspondante dans les annexes aux comptes consolidés.

1.2.4. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE DEUXIEME SEMESTRE

Pour le deuxième semestre 2008, le Groupe reste soumis aux risques habituels et propres à son activité. Les principaux risques auxquels est confronté le Groupe sont décrits précisément dans le chapitre « Facteurs de risque » du Document de Référence 2007 (pages 183-188).

2. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

BILAN

Actif

<i>(En millions d'euros)</i>		30/06/2008	31/12/2007
Ecarts d'acquisition	§ 3.3	1 228,3	1 231,1
Autres immobilisations incorporelles	§ 3.3	276,0	288,1
Immobilisations corporelles		1 043,7	1 027,7
Titres mis en équivalence		323,9	327,4
Investissements financiers		18,1	19,8
Instruments financiers dérivés	§ 3.11	3,7	2,5
Autres actifs financiers	§ 3.4	26,0	33,8
Impôts différés actif		3,9	4,6
Créances d'impôts sur les sociétés		1,3	1,3
Autres créances		62,7	66,7
ACTIFS NON COURANTS		2 987,6	3 003,0
Autres actifs financiers	§ 3.4	15,5	14,2
Stocks	§ 3.5	136,7	127,5
Instruments financiers dérivés	§ 3.11	0,6	2,2
Clients et autres débiteurs		706,7	658,4
Créances d'impôts sur les sociétés		17,7	9,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 3.9	102,6	161,5
ACTIFS COURANTS		979,8	973,2
ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE			
DE LA VENTE	§ 3.6	9,0	0,0
TOTAL DES ACTIFS		3 976,4	3 976,2

Passif*(En millions d'euros)***30/06/2008****31/12/2007**

Capital		3,4	3,4
Primes		987,8	985,6
Réserves consolidées		936,0	852,3
Résultat net du Groupe		100,9	221,0
Ecarts de conversion		-46,8	-28,9
Intérêts minoritaires		-16,8	-40,8
CAPITAUX PROPRES	§ 3.7	1 964,5	1 992,6
Provisions	§ 3.8	160,0	166,2
Impôts différés passif		113,1	116,2
Dettes financières	§ 3.9	798,1	748,7
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 3.10	60,9	85,0
Autres créditeurs		7,6	7,7
Passifs d'impôt exigible		2,9	0,8
Instruments financiers dérivés	§ 3.11	47,1	39,3
PASSIFS NON COURANTS		1 189,7	1 163,9
Provisions	§ 3.8	16,3	17,9
Dettes financières	§ 3.9	83,9	75,5
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 3.10	5,6	6,0
Instruments financiers dérivés	§ 3.11	0,0	0,0
Fournisseurs et autres créditeurs		665,2	662,0
Passifs d'impôt exigible		28,5	26,8
Concours bancaires	§ 3.9	22,7	31,5
PASSIFS COURANTS		822,2	819,7
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		3 976,4	3 976,2

COMPTE DE RESULTAT

<i>(En millions d'euros)</i>	1er semestre 2008	1er semestre 2007 Retraité ⁽¹⁾
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	1 067,6	1 019,0
Coûts directs d'exploitation	-610,1	-568,3
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	-180,0	-170,7
MARGE OPERATIONNELLE	277,5	280,0
Dotations aux amortissements et provisions nettes	-91,1	-83,6
Perte de valeur des écarts d'acquisition	0,0	0,0
Pièces détachées maintenance	-20,6	-14,6
Autres charges et produits opérationnels	-0,5	-7,3
RESULTAT D'EXPLOITATION	165,3	174,5
Produits financiers	27,7	7,5
Charges financières	-25,4	-28,5
RESULTAT FINANCIER ⁽²⁾	§ 3.12	2,3
Impôts sur les bénéfices	§ 3.13	-43,0
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 3.14	5,0
RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ARRÊTEES OU EN COURS DE CESSION	129,6	117,0
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	0,0	0,0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	129,6	117,0
Part des minoritaires dans le résultat	§ 3.15	28,7
RESULTAT NET PART DU GROUPE	100,9	114,1
Résultat de base par action (en euros)	0,452	0,515
Résultat dilué par action (en euros)	0,452	0,513
Nombre moyen pondéré d'actions	223 069 209	221 715 260
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	223 268 850	222 545 700

(1) Voir paragraphe 2 «Réconciliation des comptes semestriels 2007 retraités »

(2) Hors effet relatif au put sur la société Genista, le résultat financier ressort à -22,1 millions d'euros sur le premier semestre 2008 contre -18,8 millions d'euros sur le premier semestre 2007

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2007

<i>(En millions d'euros)</i>	Part du Groupe									
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves non distribuées	Autres réserves			Total	Minori- taires	Total
					Instru- ments financiers dérivés	Titres dispo- nibles à la vente	Réserve de conver- sion			
Capitaux propres au 31 décembre 2006	3,4	961,9	0,0	944,2	-0,2	1,5	1,8	1 912,6	-46,8	1 865,8
Investissements financiers						-0,6		-0,6		-0,6
Variation des écarts de conversion								-2,3	0,1	-2,2
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,6	-2,3	-2,9	0,1	-2,8
Résultat du 1er semestre				114,1				114,1	2,9	117,0
Total des produits et charges reconnus sur la période	0,0	0,0	0,0	114,1	0,0	-0,6	-2,3	111,2	3,0	114,2
Augmentation de capital								0,0	1,0	1,0
Distributions de dividendes				-93,1				-93,1	-4,2	-97,3
Paiements en actions		1,7						1,7		1,7
Actions propres :								0,0		0,0
- Achat								0,0		0,0
- Annulation								0,0		0,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires								0,0	-7,0	-7,0
Variations de périmètre								0,0	2,0	2,0
Autres				0,2				0,2		0,2
Capitaux propres au 30 juin 2007	3,4	963,6	0,0	965,4	-0,2	0,9	-0,5	1 932,6	-52,0	1 880,6

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2008

<i>(En millions d'euros)</i>	Part du Groupe									
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves non distribuées	Autres réserves			Total	Minori- taires	Total
					Instru- ments financiers dérivés	Titres dispo- nibles à la vente	Réserve de conver- sion			
Capitaux propres au 31 décembre 2007	3,4	985,6	0,0	1 072,5	-0,2	1,0	-28,9	2 033,4	-40,8	1 992,6
Investissements financiers						-0,1		-0,1		-0,1
Variation des écarts de conversion								-17,9	0,7	-17,2
Autres								0,0		0,0
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-17,9	-18,0	0,7	-17,3
Résultat du 1er semestre				100,9				100,9	28,7	129,6
Total des produits et charges reconnus sur la période	0,0	0,0	0,0	100,9	0,0	-0,1	-17,9	82,9	29,4	112,3
Augmentation de capital		0,5		-0,5				0,0	1,1	1,1
Distributions de dividendes				-97,7				-97,7	-6,5	-104,2
Paiements en actions		1,7						1,7		1,7
Actions propres :								0,0		0,0
- Achat			-38,8					-38,8		-38,8
- Annulation								0,0		0,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires								0,0		0,0
Variations de périmètre								0,0		0,0
Autres				-0,2				-0,2		-0,2
Capitaux propres au 30 juin 2008	3,4	987,8	-38,8	1 075,0	-0,2	0,9	-46,8	1 981,3	-16,8	1 964,5

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

<i>(En millions d'euros)</i>	1er semestre 2008	1er semestre 2007 Retraité ⁽¹⁾
Résultat net avant impôt	172,6	162,7
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-5,0	-9,2
Dividendes reçus des sociétés non consolidées	-0,2	-0,8
Charges liées aux paiements en actions	1,7	1,7
Dotations nettes aux amortissements et provisions	91,3	81,5
Plus et moins-values de cession	0,0	4,1
Charges (produits) d'actualisation	-21,5	5,5
Intérêts financiers nets	20,6	18,1
Dérivés financiers et résultat de change	5,3	6,3
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-25,6	-46,9
Variation des stocks	-10,6	-57,0
Variation des clients et autres créances	-61,7	-43,3
Variation des fournisseurs et autres dettes	46,7	53,4
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	239,2	223,0
Intérêts financiers nets payés	-20,3	-17,2
Impôt sur le résultat payé	-47,1	-50,9
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	171,8	154,9
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles	-164,9	-141,3
Décaissements sur acquisitions de titres de participation	0,4	-20,2
Acquisitions d'autres immobilisations financières	-1,0	-4,3
Total Investissements	-165,5	-165,8
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles & corporelles	3,4	2,9
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières (Titres de participation)	-1,9	-2,5
Cessions d'immobilisations financières (Autres)	7,4	14,0
Total Désinvestissements	8,9	14,4
FLUX DE TRESORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	-156,6	-151,4
Distribution mise en paiement	-104,2	-97,3
Réduction des capitaux propres	0,0	-0,1
Rachat d'actions propres	-38,8	0,0
Remboursement d'emprunts à long terme	-6,4	-11,7
Remboursement de contrats de location financement	-1,5	-1,5
Besoin de trésorerie (Financement)	-150,9	-110,6
Dividendes reçus	7,6	8,8
Augmentation des capitaux propres	0,7	1,0
Augmentation des emprunts à long terme	77,2	58,8
Dégagement de trésorerie (Financement)	85,5	68,6
FLUX DE TRESORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	-65,4	-42,0
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements	0,1	-1,0
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-50,1	-39,5
Trésorerie nette d'ouverture	130,0	95,6
Trésorerie nette de clôture	79,9	56,1

(1) Voir paragraphe 2 «Réconciliation des comptes semestriels 2007 retraités»

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers consolidés résumés du premier semestre 2008, arrêtés par le Directoire du 30 juillet 2008, ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

S'agissant de comptes résumés, les états financiers consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2007.

1.2. Principales méthodes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes semestriels 2008 sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

L'interprétation IFRIC 12 « Concessions de services publics » d'application obligatoire dans le cadre des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2008 mais non encore adoptée par l'Union Européenne n'est pas applicable au groupe JCDecaux.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer l'interprétation IFRIC 14 « Ecrêtement d'un actif de retraite, exigence de financement et leurs interactions » obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2008 mais non encore adoptée par l'Union Européenne. Le processus de détermination des impacts potentiels sur les comptes consolidés du Groupe est en cours. Le Groupe n'anticipe pas, à ce stade de l'analyse, d'impact significatif sur les comptes consolidés.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2007, à l'exception de l'adoption de la nouvelle interprétation suivante :

- IFRIC 11 « Actions propres et transactions intragroupes ».

L'application de cette interprétation n'a pas eu d'impact sur les états financiers consolidés.

2. RECONCILIATION DES COMPTES SEMESTRIELS 2007 RETRAITÉS

Les comptes consolidés au 30 juin 2007, tels que publiés en 2007, ont été retraités :

- du reclassement des plus ou moins-values de cessions des titres de sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale et de l'intégration proportionnelle. Antérieurement enregistrées en résultat financier, ces plus ou moins-values sont désormais comptabilisées dans le résultat d'exploitation sur la ligne « Autres charges et produits opérationnels ». L'impact sur le résultat net au 30 juin 2007 est nul et se décompose comme suit :

En millions d'euros

Résultat d'exploitation	-1,2
Résultat financier	1,2

- et du reclassement des variations des dettes et créances sur immobilisations dans le tableau des flux de trésorerie. Antérieurement comptabilisées en « Variations du besoin en fonds de roulement », elles sont désormais comptabilisées en « Flux de trésorerie nets issus des investissements ». Ce reclassement a pour impact dans le tableau de flux de trésorerie du premier semestre 2007 une augmentation de 10,6 millions d'euros des « Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles » compensée par une diminution de même montant des « Flux de trésorerie nets issus des investissements ».

3. COMMENTAIRES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT

3.1. Evolution du périmètre de consolidation sur le premier semestre 2008

Les principales variations de périmètre intervenues au cours du premier semestre 2008 sont les suivantes :

Entrées de périmètre

Les trois sociétés suivantes ont été créées et entrent dans le périmètre de consolidation sur le premier semestre 2008 :

Le 1er janvier 2008, la société JCDecaux Algérie, détenue à 80 %, a été consolidée pour la première fois par intégration globale.

Le 20 janvier 2008, la société Qatar Media Decaux WLL, détenue à 49 %, a été consolidée pour la première fois par intégration globale.

Le 30 juin 2008, la société JCDecaux Israël Ltd, détenue à 100 %, a été consolidée pour la première fois par intégration globale.

3.2. Effets des acquisitions (prise de contrôle)

Le Groupe n'a procédé à aucune acquisition significative de société sur le premier semestre 2008.

3.3. Ecarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles

Au 30 juin 2008, les écarts d'acquisition représentent 1 228,3 millions d'euros contre 1 231,1 millions d'euros au 31 décembre 2007. La variation des écarts d'acquisition sur le premier semestre 2008 est liée principalement à l'évolution des taux de change.

Au 30 juin 2008, les autres immobilisations incorporelles nettes, hors écarts d'acquisition, s'élèvent à 276,0 millions d'euros contre 288,1 millions d'euros au 31 décembre 2007.

3.4. Autres actifs financiers (courant et non courant)

Au 30 juin 2008, les autres actifs financiers représentent 41,5 millions d'euros contre 48,0 millions d'euros au 31 décembre 2007. Cette diminution de 6,5 millions d'euros s'explique principalement par un remboursement au cours du premier semestre 2008 de 6,5 millions d'euros sur le prêt consenti par JCDecaux Deutschland à Wall AG et conclu en 2007 dans le cadre de l'opération d'échange d'actifs.

3.5. Stocks

Les stocks en valeur nette passent de 127,5 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 136,7 millions d'euros au 30 juin 2008. La valeur brute des stocks au 30 juin 2008 augmente de 10,2 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2007. D'une manière générale, les augmentations de stocks sont dues à des installations de mobiliers prévues et non encore effectuées, suite à des gains ou renouvellements de contrats. La variation concerne principalement l'Espagne dont les stocks bruts ont augmenté de 3,3 millions d'euros du fait de nouveaux contrats (Métro de Madrid, Séville, Barcelone), les Pays-Bas pour 1,5 million d'euros du fait principalement du gain du contrat d'Almere, ainsi que la France pour 1,9 million d'euros. Ces stocks correspondent aux mobiliers déjà approvisionnés et dont les programmes d'installation sont en cours.

3.6. Actifs non courants détenus en vue de la vente

Le montant de 9,0 millions d'euros classé sur la ligne "Actifs non courants détenus en vue de la vente" correspond à la valeur nette comptable d'un immeuble propriété de JCDecaux UK Ltd, pour lequel des pourparlers sont en cours avec une filiale de JCDecaux Holding en vue de la cession de cet actif.

Cette opération est considérée comme une transaction avec les parties liées et fait l'objet d'une description plus complète au paragraphe 6. « Information sur les parties liées ».

3.7. Capitaux propres

Au 30 juin 2008, le capital s'établit à 3 400 953,48 euros divisé en 223 087 762 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2008 et au 30 juin 2008

Nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2008	223 061 788
Emission d'actions suite à l'octroi d'actions gratuites	25 974
Nombre d'actions en circulation au 30 juin 2008	223 087 762

Le 15 février 2008, 719 182 options de souscription d'actions ont été attribuées, au prix d'exercice de 21,25 euros. Les caractéristiques de ce plan ainsi que les hypothèses utilisées pour le calcul de la juste valeur de ces options (selon la méthode de Black & Scholes) sont les suivantes :

Date de fin d'acquisition des droits	15/02/2011
Date d'expiration	15/02/2015
Prix du support à la date d'octroi (en €)	20,46
Volatilité estimée (en %)	24,93
Taux d'intérêt sans risque (en %)	3,365
Durée de vie estimée des options (années)	4,5
Taux de turnover estimé (en %)	2,0
Taux de distribution du dividende (en %)	2,56
Juste valeur des options (en €)	3,77

Le plan du 21 juin 2001 est arrivé à terme le 21 juin 2008 conduisant à l'expiration de 152 845 options de souscription d'action.

Par ailleurs 26 686 actions gratuites ont été attribuées à deux bénéficiaires le 15 février 2008 :

Date d'attribution	15/02/2008	15/02/2008
Nombre de bénéficiaires	1	1
Date d'acquisition	15/02/2010	15/02/2012
Nombre d'actions gratuites	10 588	16 098
Taux sans risque	3,378	3,365
Cours à la date d'attribution (en €)	20,46	20,46
Dividende / action attendu année N+1 (en €)	0,540	0,540
Dividende / action attendu année N+2 (en €)	0,593	0,593
Dividende / action attendu année N+3 (en €)	-	0,604
Dividende / action attendu année N+4 (en €)	-	0,631
Juste valeur des actions (en €)	19,44	18,47

Les hypothèses relatives aux distributions futures de dividendes proviennent d'un consensus d'analystes financiers (source Bloomberg).

La charge relative à tous les plans en cours s'élève à 1,7 million d'euros sur le premier semestre 2008.

Au cours du premier semestre 2008 le Groupe a racheté 2 106 724 actions propres au prix moyen pondéré de 18,42 euros par titre.

L'Assemblée Générale du 14 mai 2008 a décidé le versement d'un dividende de 0,44 euro pour chacune des 223 061 788 actions composant le capital social au 31 décembre 2007. Il n'a pas été versé de dividende sur les 1 066 592 actions détenues en propre lors de la mise en paiement.

3.8. Provisions

Les provisions du Groupe s'élèvent à 176,3 millions d'euros au 30 juin 2008 contre 184,1 millions d'euros au 31 décembre 2007. Elles se décomposent en 30,0 millions d'euros de provisions pour retraites et assimilés, 122,5 millions d'euros de provisions pour démontage et 23,8 millions d'euros d'autres provisions, contre respectivement, 32,2 millions d'euros, 127,2 millions d'euros et 24,7 millions d'euros au 31 décembre 2007.

L'évolution des taux d'actualisation sur le premier semestre 2008 a été prise en compte dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés. Le taux d'actualisation utilisé pour le calcul de la provision pour avantages au personnel au 30 juin 2008 est de 6,15 % pour le Royaume-Uni (contre 5,75 % au 31 décembre 2007) et le taux reste inchangé à 5,0 % sur la zone Euro.

Procédures judiciaires et d'arbitrage

Deux litiges principaux ont été résolus aux Etats Unis sur le premier semestre 2008 :

- un litige qui opposait JCDecaux Airport Inc. à l'aéroport de Memphis relatif aux modalités d'application dans son contrat du Disadvantaged Business Act, par un accord signé en mars 2008 entre les deux parties ;
- un litige relatif à l'aéroport de Los Angeles qui opposait JCDecaux Airport Inc. à une société qui réclamait des indemnités au titre d'un contrat de consultant, par un accord signé en avril 2008 entre les deux parties.

Les provisions nécessaires ayant été constituées, ces deux litiges se sont soldés sans impact significatif sur le résultat net du premier semestre 2008. Il est possible néanmoins que le problème rencontré sur l'aéroport de Memphis affecte d'autres aéroports aux Etats-Unis.

Les principaux nouveaux litiges en cours sur le premier semestre 2008, et pour lesquels les provisions nécessaires ont été constituées, sont les suivants :

- En France, Avenir et JCDecaux SA sont impliquées dans des procédures prud'homales.
- En Belgique, des plaintes ont été déposées contre JCDecaux Belgium concernant, d'une part le gain de l'aéroport de Bruxelles Zaventum, et d'autre part le marché publicitaire et le marché de l'installation et de gestion des vélos en libre service sur le territoire de Bruxelles.
- En Italie, un différend portant sur la qualification des commissions facturées par les Centrales Médias oppose IGP Decaux et l'administration fiscale.
- Aux Etats-Unis, la société JCDecaux Chicago a reçu une notification de la ville de Chicago réclamant le paiement de taxes au titre des années 2001 à 2007. Cette notification est contestée par le Groupe.

3.9. Endettement financier net

	30/06/2008			31/12/2007		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
<i>(En millions d'euros)</i>						
Emprunts obligataires		355,7	355,7		360,2	360,2
Emprunts auprès des établissements de crédit	74,5	450,3	524,8	66,2	388,4	454,6
Emprunts et dettes financières divers	2,5	32,0	34,5	2,3	32,4	34,7
Emprunts de location financement	2,7	7,6	10,3	2,9	8,2	11,1
Intérêts courus	4,2		4,2	4,1		4,1
Dettes financières économiques	(1)	83,9	845,6	75,5	789,2	864,7
Impact du coût amorti		-2,1	-2,1		-1,8	-1,8
Impact de la couverture de juste valeur		-45,4	-45,4		-38,7	-38,7
Revalorisation IAS 39	(2)	0,0	-47,5	0,0	-40,5	-40,5
Dettes financières brutes au bilan	(3)=(1)+(2)	83,9	798,1	75,5	748,7	824,2
Instruments financiers dérivés actifs		-0,6	-3,7	-2,2	-2,5	-4,7
Instruments financiers dérivés passifs			47,1		39,3	39,3
Instruments financiers de couverture	(4)	-0,6	43,4	-2,2	36,8	34,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie		102,6	102,6	161,5		161,5
Concours bancaires		-22,7	-22,7	-31,5		-31,5
Trésorerie nette	(5)	79,9	0,0	130,0	0,0	130,0
Retraitement des prêts aux sociétés consolidées en proportionnelle ⁽¹⁾	(6)		8,5		8,9	8,9
Dettes financières nettes (hors engagements de rachat de minoritaires)	(7)=(3)+(4)-(5)-(6)	3,4	833,0	-56,7	776,6	719,9

(1) Le retraitement des prêts aux sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle a été reclassé de la part courante à la part non courante sur l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Détail des principaux postes de dettes

Le Groupe n'a pas contracté de nouveaux crédits ou emprunts et n'a pas procédé à des remboursements de dettes substantiels au cours du premier semestre 2008.

Au cours du premier semestre 2008, la seconde option d'extension d'une durée d'un an sur la ligne de crédit revolver confirmée a été exercée et acceptée par les banques à hauteur de 710 millions d'euros sur un montant total de crédit de 850 millions d'euros.

Au 30 juin 2008, la partie tirée de la dette du Groupe se décompose comme suit :

- un placement privé émis par JCDecaux SA aux Etats-Unis pour 355,7 millions d'euros ;
- une ligne de crédit revolver confirmée accordée à JCDecaux SA pour 310,0 millions d'euros ;
- un emprunt bancaire porté par JCDecaux SA pour 75,0 millions d'euros ;
- des emprunts bancaires portés par les filiales de JCDecaux SA pour 139,8 millions d'euros ;
- des emprunts et dettes financières diverses pour 34,5 millions d'euros ;
- des emprunts de location financement pour 10,3 millions d'euros ;
- des intérêts courus pour 4,2 millions d'euros.

Le Groupe dispose de lignes de crédit bancaires confirmées non utilisées pour 560 millions d'euros.

Le Groupe estime que la valeur de marché de sa dette n'a pas évolué significativement depuis le 31 décembre 2007.

Au 30 juin 2008, le Groupe respecte les « covenants » sur ces dettes avec des ratios très éloignés des limites requises.

3.10. Dettes sur engagements de rachat de minoritaires

Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 66,5 millions d'euros au 30 juin 2008 contre 91,0 millions d'euros au 31 décembre 2007. La diminution de 24,5 millions d'euros correspond pour 24,4 millions d'euros à l'effet positif d'actualisation sur l'option d'achat des titres minoritaires de la société Gewista Werbe GmbH, la période d'exercice de l'option ayant été reportée de l'exercice 2009 à l'exercice 2019.

3.11. Instruments financiers dérivés

Le Groupe n'utilise des produits dérivés qu'à des fins de couverture contre les risques de taux et de change. A noter également que l'utilisation des instruments dérivés concerne principalement la société JCDecaux SA.

3.11.1. Instruments financiers d'émission d'emprunts obligataires

Au 30 juin 2008, la valeur de marché de ces instruments s'élève à :

- 1,2 million d'euros au titre des instruments de couverture de taux d'intérêt, contre 1,1 million d'euros au 31 décembre 2007.
- -47,1 millions d'euros au titre des instruments de couverture de change, contre -40,4 millions d'euros au 31 décembre 2007. Cette évolution s'explique par la baisse du dollar américain depuis la dernière clôture.

3.11.2. Instruments de taux d'intérêt (hors instruments financiers d'émission)

Le portefeuille de couvertures de taux d'intérêt s'élève au 30 juin 2008 à 175,0 millions d'euros et 30,0 millions de dollars américains.

La valeur de marché de ces instruments financiers est inchangée par rapport au 31 décembre 2007 à 2,5 millions d'euros.

3.11.3. Instruments de taux de change (hors instruments financiers d'émission)

Au 30 juin 2008, la valeur de marché de ces instruments financiers s'élève à 0,6 million d'euros contre 2,2 millions d'euros au 31 décembre 2007.

3.12. Résultat financier

Au cours du premier semestre 2008, le résultat financier s'élève à 2,3 million d'euros contre -21,0 millions d'euros sur le premier semestre 2007.

Cette amélioration est due principalement à la reconnaissance sur le premier semestre 2008 d'un produit d'actualisation de 24,4 millions d'euros enregistré sur la dette sur engagement de rachat auprès de la société partenaire Progress, de sa participation dans la société Gewista, du fait du report en 2019 (au lieu de 2009) de la date d'exercice de l'option du partenaire.

Les intérêts financiers nets par ailleurs augmentent de 2,5 millions d'euros sur le premier semestre 2008 du fait de l'augmentation de la dette nette sur la période et de la hausse des taux d'intérêt.

3.13. Impôts sur les bénéficiaires

Le taux effectif d'impôt avant perte de valeur des écarts d'acquisition et quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence passe de 29,8 % au 30 juin 2007 à 25,7 % au 30 juin 2008. Le produit d'actualisation sur le put Gewista vient diminuer le taux effectif du premier semestre 2008. Retraité de cet élément non récurrent le taux d'impôt effectif ressort à 30,0 %.

3.14. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

La quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence est de 5,0 millions d'euros au 30 juin 2008 contre 9,2 millions d'euros au 30 juin 2007. Cette diminution de 4,2 millions d'euros est due principalement à la diminution du résultat des sociétés Wall AG, Metrobus et Affichage Holding.

3.15. Part des minoritaires dans le résultat

La part des minoritaires dans le résultat est de 28,7 millions d'euros au 30 juin 2008 contre 2,9 millions d'euros au 30 juin 2007. Cette augmentation de 25,8 millions d'euros est liée principalement au produit d'actualisation de 24,4 millions d'euros reconnu au 30 juin 2008 sur la dette sur engagement de rachat de minoritaires relative à la société Gewista.

4. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

La seule source d'écart significatif au niveau des engagements hors-bilan au 30 juin 2008 par rapport au 31 décembre 2007, est une augmentation de l'ordre de 250 millions d'euros des engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante. Cette augmentation est essentiellement due au développement du Groupe au Moyen-Orient et au gain du contrat RFF en France.

5. INFORMATION SECTORIELLE

5.1. Par secteur d'activité

L'information sectorielle par secteur d'activité se décompose comme suit :

- sur le premier semestre 2008 :

<i>(En millions d'euros)</i>	Mobilier				Total des activités
	Urbain	Transport	Affichage	Eliminations	
Chiffre d'affaires net					
- contributif (hors groupe)	526,5	299,5	241,6		1 067,6
- produits intra segment	14,2	0,7	9,2	-24,1	0,0
Total Chiffre d'affaires net	540,7	300,2	250,8	-24,1	1 067,6
Marge opérationnelle	201,5	38,3	37,7		277,5
Résultat d'exploitation	116,0	27,8	21,5		165,3

- sur le premier semestre 2007 :

<i>(En millions d'euros)</i>	Mobilier				Total des activités
	Urbain	Transport	Affichage	Eliminations	
Chiffre d'affaires net					
- contributif (hors groupe)	510,3	266,5	242,2		1 019,0
- produits intra segment	9,3	0,9	7,4	-17,6	0,0
Total Chiffre d'affaires net	519,6	267,4	249,6	-17,6	1 019,0
Marge opérationnelle	210,7	25,9	43,4		280,0
Résultat d'exploitation	133,8	14,9	25,8		174,5

5.2. Par zone géographique

Le chiffre d'affaires par zone géographique se décompose comme suit :

- sur le premier semestre 2008 :

<i>(En millions d'euros)</i>	France	Royaume- Uni	Reste de l'Europe	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires net contributif	307,3	123,0	400,1	71,0	152,2	14,0	1 067,6

- sur le premier semestre 2007 :

<i>(En millions d'euros)</i>	France	Royaume- Uni	Reste de l'Europe	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires net contributif	288,7	146,2	379,0	66,4	130,8	7,9	1 019,0

6. INFORMATION SUR LES PARTIES LIEES

Au cours du premier semestre 2008, les relations entre le Groupe et les parties liées n'ont pas évolué de manière significative par rapport à l'exercice 2007, à l'exception :

- du produit d'actualisation enregistré sur la dette d'engagement de rachat de minoritaires sur Gewista pour 24,4 millions d'euros du fait du report en 2019 (au lieu de 2009) de la date d'exercice du put,
- de la dette sur acquisition d'immobilisations auprès de Qatar Media Services, partenaire du Groupe dans la société nouvellement créée Qatar Media Decaux WLL, pour 9,5 millions d'euros,
- et du montant de 9,0 millions d'euros classé au bilan sur la ligne "Actifs non courants détenus en vue de la vente". Ce montant correspond à la valeur nette comptable d'un immeuble propriété de JCDecaux UK Ltd, pour lequel à l'issue d'un processus d'enchères un accord de principe sous conditions suspensives a été signé le 2 juin 2008, entre la société JCDecaux UK Ltd et une filiale de la société JCDecaux Holding, détenue à 100 % par la famille Decaux. Selon les termes de l'accord, ces sociétés confirment leur intention de poursuivre le processus de cession de l'immeuble, pour un prix qui sera déterminé par les parties, sur la base d'une expertise à faire par des experts indépendants et de critères de rentabilité. L'expertise tiendra compte des évolutions du marché immobilier, et sera réalisée après qu'un projet architectural aura été présenté par l'acheteur, dans un délai de 6 à 9 mois. Chacune des parties aura la possibilité de se désister si le prix ainsi déterminé ne lui convient pas. La vente sera effective une fois le prix déterminé et approuvé entre les parties.

7. EVENEMENTS SUBSEQUENTS

Aucun événement subséquent significatif n'a été identifié.

3. **DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation du Groupe JCDecaux, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers. »

Jean-Charles Decaux

Président du Directoire et Codirecteur Général

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société JCDecaux S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008 tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 31 juillet 2008

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

Frédéric Quélin

Pierre Jouanne